

Les travailleurs et les jeunes ont massivement refusé de voter : pour transformer leur défiance spontanée en conscience de classe, il faut un parti anticapitaliste révolutionnaire !

La direction du NPA nous mène dans une impasse dramatique : il faut sauver le parti, empêcher le départ des militants écœurés !

Il est vital de rassembler les révolutionnaires pour faire triompher une nouvelle orientation : celle de la lutte de classe !

L'écrasante majorité des travailleurs n'est pas allée voter le 14 mars. L'abstention officielle atteint un record pour ce type d'élections : 53,6%, contre 37,9 en 2004 (42% en 1998) ; elle est comme d'habitude largement supérieure parmi les ouvriers et les jeunes. Si l'on y ajoute les 3,74% de votants qui ont glissé dans l'urne un bulletin blanc ou nul, **ce sont en fait 55,4% des électeurs, soit plus de 24 millions de personnes, qui ont refusé de voter pour les partis présents.** Sans compter les quatre millions d'électeurs potentiels (9% des citoyens) qui ne sont pas inscrits sur les listes électorales.

Si les abstentionnistes supplémentaires de 2010 sont souvent d'anciens électeurs de droite, il n'en reste pas moins que l'abstention est globalement un geste politique : **en refusant de voter, un grand nombre de travailleurs et de jeunes exprime leur défiance à l'égard des partis de la droite et de la gauche institutionnelles, voire la compréhension qu'il n'est pas possible de changer la vie par des élections.** Cela ne suffit certes pas à constituer une conscience de classe révolutionnaire et exprime même, dans bien des cas, un sentiment de résignation. Cependant, le recul des illusions envers le système politique et le suffrage universel bourgeois élargit l'espace de dialogue possible pour que la défiance spontanée et la colère plus ou moins sourde se transforment en projet politique révolutionnaire. Mais cela suppose qu'un parti porte effectivement ce projet de manière claire et systématique !

Les votants ont sanctionné Sarkozy, mais ne plébiscitent pas le PS

Parmi les votants, une majorité a décidé de sanctionner le gouvernement Sarkozy en votant pour les partis qui dirigent la plupart des régions depuis 2004 : plus de 30% pour les listes conduites par le PS (parfois allié au PCF dès le premier tour), 12,18% pour celles d'Europe écologie et 5,84% pour le Front de gauche (PC-PG). Cependant, la victoire du PS ne semble spectaculaire que si on la compare à ses résultats des dernières européennes, où il avait obtenu 16,4% des voix. En revanche, ce résultat n'a rien d'extraordinaire si on le rapporte aux scrutins antérieurs : **par rapport aux régionales de 2004, la somme des voix PS/FG/divers gauche est équivalente en pourcentages et même en recul si on la rapporte au nombre total d'électeurs.** Cela confirme que même les travailleurs qui jugent que le vote pour le PS ou le FG est utile pour sanctionner Sarkozy n'apportent cependant pas un soutien enthousiaste à ces partis.

De ce point de vue, **c'est en fait le score d'Europe écologie qui est l'événement le plus important :** même s'il est en recul de 4 points par rapport aux dernières européennes, il faut le comparer aux 2,5% que les Verts avaient obtenu en 2004 là où ils se présentaient indépendamment du PS. Cela signifie une certaine consolidation de ce courant qui est à la fois concurrent du PS et du MODEM.

La défaite du gouvernement est donc évidente. Les listes « majorité présidentielle » *stricto sensu* perdent 4 points par rapport aux européennes et même 1,8 point par rapport à 2004, qui était pourtant déjà une défaite pour eux. Ce recul est d'autant plus frappant qu'il a lieu malgré l'intégration dans les listes UMP de la majorité des candidats divers droite (comme ceux du MPF de Philippe de Villiers ou les chasseurs de CPNT) qui s'étaient présentés aux européennes et avaient réalisé 6,74%.

Quant au MODEM, il subit un échec cuisant en n'obtenant que 4,2% des voix, contre 8,4 aux européennes de 2009 et 12% aux listes UDF qui s'étaient présentées de façon autonome dans certaines régions au premier tour en 2004.

Le retour inquiétant du FN se nourrit de la crise, des défaites subies dans les luttes et de l'incapacité de l'extrême gauche à incarner une réelle alternative aux partis du capital

Un autre fait marquant de ces élections est le retour préoccupant du Front national, qui passe de 6,34% des voix en juin dernier à 11,42% aujourd'hui (même s'il reste 3,3 points en dessous de son résultat aux régionales de 2004). Ce résultat s'explique certes par le prétendu « débat » organisé par le gouvernement sur l'« identité nationale », qui a provoqué une multiplication des propos racistes de toutes sortes. Mais, plus profondément, en l'absence d'alternative révolutionnaire au système, **la remontée du FN est un effet logique de la crise, notamment de la montée du chômage**, comme le montre en particulier le succès de Marine Le Pen dans la région ouvrière du Nord-Pas-de-Calais. Il s'agit d'ailleurs à l'évidence moins d'un vote d'adhésion au programme de ce parti que d'un « vote protestataire ». Pour autant, on doit d'autant moins sous-estimer la gravité de ce résultat que le FN fait une nouvelle fois ses meilleurs scores parmi les ouvriers (22% de ceux qui ont voté) et les jeunes (17%). Il est clair que l'absence d'illusions envers les partis institutionnels, la défiance à l'égard du système profiteront de plus en plus aux partis réactionnaires si aucune alternative révolutionnaire n'est proposée aux masses opprimées.

Net revers pour LO et pour le NPA

Enfin, l'extrême gauche subit un net revers en tombant à 3,5% contre 6,12% aux européennes (4,9% pour le NPA, 1,2% pour LO) et 4,95% aux précédentes régionales de 2004 (liste commune LO-LCR). Avec 1,07% des voix en moyenne dans les 21 régions métropolitaines, LO n'a pas réussi à revenir à ses résultats antérieurs à la présidentielle de 2007 malgré un discours de classe et une indépendance à l'égard des partis de la gauche institutionnelle plus clairement affirmés qu'aux municipales de 2008 (où LO n'avait pas hésité à s'allier avec le PS dès le premier tour !). Il est probable que les travailleurs qui ont longtemps fait confiance à LO soient lassés du discours ronronnant qui, au-delà de ce qu'il peut contenir de juste, exprime surtout une incapacité fondamentale à prendre des initiatives dans la lutte de classe et à lancer une nouvelle dynamique d'organisation.

Avec 2,6% des voix environ, le NPA perd près de la moitié de ses suffrages en pourcentage par rapport aux européennes, dont les résultats avaient été pourtant mitigés. Notre parti ne fait pas plus de voix dans les cinq régions (Auvergne, Bretagne, Midi-Pyrénées, Poitou-Charentes, PACA) où il s'est allié à de petites formations réformistes (FASE, Alternatifs, Objecteurs de croissance) que dans celles où il s'est présenté seul (Alsace, Aquitaine, Centre, Franche-Comté, Île-de-France, Lorraine, Nord-Pas-de-Calais, Haute-Normandie, Picardie, Rhône-Alpes). *Dans les trois régions où le NPA s'est allié avec le PG (Bourgogne, Champagne-Ardenne, Basse-Normandie), le résultat est systématiquement inférieur au score du seul NPA aux européennes : contrairement à ce que prétendaient les droitiers du parti pour justifier la constitution de ces listes ouvertement réformistes (avec le soutien de la direction), cet opportunisme n'a même pas entraîné une quelconque dynamique électorale¹ ! De même, dans les trois régions où le NPA s'est présenté avec le Front de gauche (Languedoc-Roussillon, Limousin, Pays de la Loire), les scores sont partout inférieurs à l'addition des pourcentages du NPA et du FG des européennes ; dans le Languedoc-Roussillon, le résultat est même inférieur à celui du seul FG en juin dernier !*

En revanche, **il est significatif que LO ait profité des alliances du NPA avec les réformistes** : quatre des cinq régions où les voix de LO ne baissent pas sont celles où notre parti s'est compromis avec les « anti-libéraux » (Bourgogne, Bretagne, Limousin, Pays de la Loire) — la cinquième étant la région Rhône-Alpes, où la liste était conduite par la porte-parole nationale de LO, Nathalie Artaud.

Globalement, la très forte abstention des ouvriers et employés a évidemment beaucoup pénalisé LO et le NPA : le recul de LO est encore plus marqué dans ses bastions ouvriers du Nord-Pas-de-Calais, de Picardie ou de Haute-Normandie et seulement 1% des ouvriers et 2% des employés ont voté pour le

¹ Contrairement à ce qu'indique *Le Monde* de façon mensongère, manifestement pour tenter de couler notre parti. Cf. http://www.lemonde.fr/elections-regionales/article/2010/03/15/le-front-de-gauche-se-maintient-le-npa-decline_1319124_1293905.html#xtor=AL-32280184

NPA², contre 9 à 12% aux européennes. Mais c'est précisément là que réside le principal problème : **si LO et désormais le NPA ne sont plus capables de progresser parmi les travailleurs, s'ils perdent au contraire leur confiance, n'est-ce pas le signe évident que l'orientation qu'ils proposent respectivement ne convient pas ?** Certes, les résultats électoraux ne semblent pas correspondre aux nombreux témoignages de sympathie que nous avons tous rencontrés au cours de la campagne, que ce soit dans les entreprises ou dans les quartiers populaires. Mais il n'en reste pas moins que la sympathie n'est pas le soutien et surtout que la majorité des électeurs qui avaient voté pour notre parti lors des européennes de juin dernier (où l'abstention était pourtant plus forte), *a fortiori* ceux qui avaient voté pour Olivier Besancenot en 2007 — sans s'effrayer de l'étiquette « communiste révolutionnaire » d'alors et de la plus grande radicalité du discours — n'ont pas été convaincus de recommencer l'expérience le 14 mars 2010.

L'échec électoral du NPA est dû à la confusion programmatique et stratégique organisée par la direction

Au-delà des causes générales de l'abstention, il est donc évident que **la campagne du NPA n'a ni satisfait nos sympathisants, ni permis d'en gagner de nouveaux**. Pourtant, la direction avait fait le choix, malgré les nombreuses critiques internes, de consacrer une bonne partie de son énergie à la préparation de ces élections régionales : elle n'avait pas hésité à ouvrir la discussion dès juin, neuf mois avant l'échéance ! Puis elle avait consacré des semaines à négocier avec les réformistes, n'hésitant pas pour cela à sacrifier la campagne emploi qui avait pourtant été décidée pour l'automne et à consacrer la majeure partie de toutes les réunions du CPN depuis la rentrée à la question des élections. La direction a aussi organisé un débat et une consultation dans tout le parti, dont elle est sortie très affaiblie... avant d'en conclure que chacun pouvait faire ce qu'il voulait dans son coin ; il en a résulté **une véritable régionalisation du parti, des campagnes à géométrie variable et une confusion politique généralisée, entravant la visibilité du NPA** (ainsi le NPA du Limousin et de Bourgogne a-t-il fait campagne avec les réformistes pour un programme prévoyant des subventions publiques aux entreprises privées, alors qu'ailleurs le NPA condamnait ce programme !).

Au final, il est clair que l'électoratisme et l'opportunisme à l'égard des réformistes ne peuvent même pas apporter des voix au NPA : à ce jeu-là, les réformistes assumés et institutionnels du PCF et du PG, qui bénéficient d'un appareil encore solide et de mille et un réseaux dans les institutions, seront longtemps les plus forts. Mais surtout, **l'électoratisme et l'opportunisme ne peuvent conduire qu'à diluer le programme du parti au lieu de le clarifier**, ils ne peuvent que mener le NPA dans l'impasse, alors que la lutte de classe des travailleurs a besoin d'une orientation révolutionnaire³.

La confusion est encore aggravée par l'appel lancé par la direction du NPA pour « confirmer et amplifier les résultats du premier tour en infligeant une la défaite la plus importante possible aux listes soutenues par Sarkozy et l'UMP » — c'est-à-dire pour faire gagner les sortants, le PS et ses alliés du Front de gauche et d'Europe écologie. Pourtant, ce sont ces gens-là qui dirigent presque toutes les régions depuis 2004 et qui y ont mené une politique totalement au service des capitalistes, tout particulièrement en subventionnant les entreprises et les établissements scolaires du privé, en contribuant à la décentralisation et à la privatisation des services publics, notamment des transports. C'est justement une des raisons pour lesquelles la majorité des travailleurs et des jeunes ne sont pas allés voter au premier tour... et la direction du NPA voudrait contribuer à les ramener dans le giron du PS ?

D'ailleurs, **une fois de plus, le Comité exécutif du NPA ne s'est pas embarrassé d'excès démocratiques** : alors que la résolution du CPN du 13 décembre prévoyait plusieurs possibilités pour la consigne de second tour (*« fusion "démocratique", appel à battre la droite, abstention, maintien de la liste »*), la direction n'a pas attendu plus... d'un quart d'heure pour lancer son appel à « battre la droite »

² Selon un sondage CSA réalisé le jour du vote, cf. <http://www.csa-fr.com/dataset/data2010/opi20100314-sondage-jour-du-vote-au-premier-tour-des-elections-regionales-2010.pdf>

³ On en a eu une nouvelle confirmation avec l'orientation du NPA dans le Limousin, où la liste commune FG/NPA a obtenu 13,13% des voix et où le PS (38,05%) et Europe écologie (9,73%) sont assurés d'être réélus. Or, non seulement le NPA a voulu être intégré dans les listes du PS, au lieu de se battre pour le maintien de la liste FG/NPA au second tour, mais en outre, après le refus du PS de laisser des places éligibles au NPA, le dirigeant NPA de la Haute-Vienne, Stéphane Lajaumont, a protesté... en arguant qu'il s'était engagé à ne pas s'opposer à la gestion PS de la région ! Il a déclaré en effet : « *Concernant la façon de gérer la région, notre but n'est pas de jouer les francs-tireurs et de bloquer les dossiers. On tient seulement à la diversité politique.* » (Source : <http://www.rue89.com/regions-en-campagne/2010/03/16/tractations-a-gauche-pourquoi-ca-coince-143022>)

après les résultats du premier tour ! Elle a tranché la question sans que le débat ait pu avoir lieu dans le parti — hormis une vague consultation proposée dans certains comités quelques jours avant le premier tour, avec une sorte de QCM fort difficile à remplir... et à interpréter. La direction aurait pourtant pu attendre au moins la réunion des coordinations régionales — et surtout elle aurait dû attendre, puisque que la même résolution du CPN prévoyait que la réponse puisse être différente selon la situation des différentes régions...

En tout cas, nul doute que le résultat du NPA dans ces élections va relancer et approfondir la crise interne, dont l'éclatement à l'automne n'avait été évité que par le refus de choisir une orientation nationale claire, puis par la campagne elle-même. Dans cette situation, la Tendance CLAIRE soumet à la discussion des militants deux objectifs, qui pourraient être mis en œuvre de façon immédiate et indissociable :

Pour une intervention audacieuse du NPA dans les luttes : pour l'auto-organisation des travailleurs et le combat frontal contre les directions syndicales et réformistes

Il faut que le NPA s'investisse totalement dans les luttes en cours, dont le regain est évident en ce début d'année⁴ :

- Il s'agit d'abord de leur apporter un **soutien beaucoup plus systématique et concret que cela n'a été le cas jusqu'à présent**, en assurant la présence de dirigeants et de militants NPA sur place et leur popularisation dans tout le pays.
- Il s'agit ensuite d'**œuvrer réellement à la convergence de ces luttes par des initiatives concrètes et audacieuses**, en nous battant pour des réunions de coordination à tous les niveaux, sans attendre que cela se fasse tout seul. C'est ce que demandent expressément les travailleurs de Philips Dreux, ceux de Total Dunkerque, etc.
- Il faut enfin **préparer de toutes nos forces l'affrontement central avec Sarkozy sur la question des retraites**. La Tendance CLAIRE approuve globalement le texte écrit à ce sujet par les camarades de la position B au CPN (que nous joignons donc en annexe pour contribuer à sa diffusion). En particulier, comme parti anticapitaliste national, revendiquant des milliers de militants, *le NPA est en capacité d'organiser des centaines de réunions dans les entreprises et les établissements* pour contrer la propagande du gouvernement et des médias, pour *définir une plate-forme de revendications claires et précises*⁵ et pour *impulser l'auto-organisation des travailleurs* en les aidant à préparer les suites du 23 mars par la constitution de comités de lutte partout où c'est possible, qui devront ensuite se fédérer au niveau national par des délégués élus, mandatés et révocables. **Cela suppose de dénoncer centralement la politique des directions syndicales qui prévoient comme d'habitude une « journée d'action » sans perspective et acceptent de négocier avec le gouvernement en se rendant aux réunions de « concertation » prévues jusqu'à l'été**. Il faut aussi *combattre ouvertement l'orientation des réformistes du PCF et du PG qui couvrent intégralement les directions syndicales* : il n'est pas acceptable que la direction du NPA continue de signer des « déclarations communes » avec eux qui ne proposent aucune stratégie aux travailleurs pour faire sauter ce verrou central de la lutte contre Sarkozy ! Loin d'être contradictoire avec la nécessité du front unique ouvrier, ce combat contre la collaboration de classe en est une condition : **l'unité ne peut se faire que sur la base des revendications des travailleurs, donc contre toute concertation avec Sarkozy ; et elle ne peut être imposée que par les travailleurs en lutte et s'auto-organisant à tous les niveaux**.

⁴ Cf. notre contribution sur les luttes ouvrières, <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=124>

⁵ Telle par exemple que celle adoptée par le meeting de 450 travailleurs réunis à l'initiative de la CGT métallurgie du Nord-Pas-de-Calais et de Jean-Pierre Delannoy le 10 février dernier, qui propose de se battre tous ensemble jusqu'à la grève générale pour « **l'arrêt des licenciements et suppressions d'emplois** aussi bien dans le Privé que dans le Public ; **la retraite pleine et entière à 55 ans pour les travailleurs du Privé** et cela sans conditions d'annuités ; **le retour aux 37 ½ années de cotisations** pour l'ensemble des salariés du Public avec le maintien du principe de calcul du niveau des retraites sur les 6 derniers mois ; **l'augmentation des salaires et des pensions de 300 €** en guise de rattrapage de la perte du pouvoir d'achat des 20 dernières années pour les actifs et pour les pensions des retraités ».

Ouvrons immédiatement le débat général préparatoire au congrès, à la fois sur le bilan du NPA, sur le programme et sur la stratégie

Tout en agissant immédiatement dans les luttes et en nous battant pour que le NPA y intervienne comme parti, **il est crucial d'ouvrir un débat général pour établir collectivement un premier bilan du NPA plus d'un an après le congrès fondateur et pour mener les discussions programmatiques et stratégiques que la direction a voulu éviter depuis le début.**

Depuis plusieurs mois, la direction refuse de convoquer le congrès du parti au printemps, violant une fois de plus les statuts adoptés par le congrès fondateur, qui prévoient que le congrès ait lieu avant l'été. Mais aujourd'hui l'urgence d'un congrès est encore plus évidente : face aux dérives de la direction qui nous mène à l'échec, au manque de débats de fond et à la confusion généralisée que cela engendre (sans parler des atteintes intolérables à la démocratie interne, notamment contre le droit de tendance), un nombre croissant d'ouvriers et de jeunes quittent le parti. **Pour empêcher l'hémorragie qui risque de s'aggraver après l'échec électoral, pour surmonter positivement la crise interne qui va éclater, il n'y a aucune autre solution que la discussion de fond, collective, démocratique et critique.** Il est nécessaire et possible que le CPN des 27-28 mars décide de convoquer le congrès pour juin, comme le proposent de nombreux camarades de toutes sensibilités, et que s'ouvre ainsi immédiatement la discussion par la mise en circulation de premiers textes et la constitution de tendances, plus que jamais indispensables à la clarté et à la transparence dues aux militants.

Dans ce cadre, les camarades qui veulent un NPA révolutionnaire ne doivent plus hésiter : il faut que nous nous rassemblions immédiatement au-delà des différences actuelles (voire des préjugés dus à des origines différentes et, dans certains cas, aux diffamations de la direction) pour mener ensemble le combat. Il s'agit de **gagner la majorité des militants du parti aux idées et au programme de la révolution et d'intervenir ainsi de façon réellement efficace dans la lutte de classe** en défendant une orientation indépendante, contre la collaboration de classe des directions syndicales et des réformistes de tout poil, pour l'auto-organisation des travailleurs, pour la grève générale et pour en finir le gouvernement Sarkozy. Différer encore cette décision, ce serait prendre le risque de laisser partir du NPA encore plus d'ouvriers et de jeunes qui ont besoin de reprendre confiance dans la capacité de notre parti à se ressaisir en se réorientant.

Dans un premier temps, une **grande réunion nationale des militants partisans d'un NPA clairement révolutionnaire (et qui ont généralement voté pour la position B lors de la consultation nationale) pourrait être organisée** afin d'entamer la discussion, de définir les thèmes prioritaires du combat et la méthode pour avancer, d'aborder la question d'une grande tendance révolutionnaire unifiée au sein du NPA (impliquant évidemment la reconnaissance de ses différentes sensibilités constitutives) et enfin de peser ensemble dans le parti pour la mise en œuvre immédiate d'une orientation réellement combative et audacieuse dans les luttes en cours.

Paris, le 16 mars 2010

Annexe en PJ : Contribution de membres du CPN ayant défendu la « position B » : « Préparons la lutte pour les retraites et la suite dès aujourd'hui »

Site de la Tendance CLAIRE du NPA : <http://tendanceclaire.npa.free.fr>

Courriel : tendanceclaire.npa@free.fr

Téléphone : 06 64 91 49 63